

pendant 20 ans, tout d'un coup c'était comme un événement charismatique à Saint-Hyacinthe, tout d'un coup ils avaient constaté, ils avaient enfin compris que le Québec avait des aspirations légitimes et qu'il fallait faire tous les efforts nécessaires pour les faire adhérer à la fédération canadienne. Alors, M. Joyal, tout le groupe, on se réveille enfin, on ouvre les bras au Québec et on dit au gouvernement fédéral: Il faut accepter ces conditions minimums-là. Alors cela a été... pour nous en tout cas, on s'est longtemps demandé ce qui s'était passé, s'il y avait eu un événement spécial, un miracle quelconque à Saint-Hyacinthe cette fin de semaine-là. Il faut avouer que dans le fond, après y avoir réfléchi un peu, on trouvait que ça manquait un peu de crédibilité, un virage aussi incroyable dans un espace de temps si court était pour nous absolument incroyable. A toutes fins pratiques, est-ce qu'on va s'en plaindre aujourd'hui? Je pense que non. A l'époque en tout cas, on n'allait pas s'en plaindre, on se disait: Voilà, enfin ils ont compris, ça a peut-être pris 20 ans, mais ils ont fini par comprendre et ils vont peut-être avec nous tenter de faire en sorte que l'on puisse faire adhérer le Québec à la fédération canadienne et faire en sorte qu'au pays on puisse bâtir des choses, qu'on puisse commencer à bâtir des choses ensemble au lieu de toujours s'entredéchirer et essayer de régner en divisant. Alors, procédez de là, et après cela, naturellement comme c'est souvent le cas, ou c'est vice-versa, le Nouveau parti démocratique du Canada s'est réuni en congrès général à Montréal, et M. Howard Pawley, qui est le premier ministre du Manitoba, est descendu à Montréal, et, juste pour caricaturer un peu dans le fond, on a dansé des «sets» carrés toute la fin de semaine et on se découvrait des racines de grand Québécois pendant toute la fin de semaine. Et eux aussi se disaient: Mon Dieu, il faut être ouvert au Québec! Un virement aussi spectaculaire que l'autre groupe que les libéraux fédéraux, à une exception près qu'eux, ils n'étaient pas le gouvernement, ils étaient dans l'Opposition, mais eux aussi tout d'un coup ils ont découvert les aspirations légitimes du Québec 20 ans après avoir été du côté des libéraux fédéraux.

Encore une fois, monsieur le Président, on n'allait pas se plaindre de cela, nous comme parti, comme gouvernement. Après tout, c'est nous, en 1984, qui avons pris l'engagement, ce n'est pas eux qui avaient pris l'engagement, ce n'est pas M. Broadbent, ce n'est pas M. Turner, il avait fait le contraire en 1984. A ce moment-là dans leur histoire, ils venaient de nous rejoindre, ce sont eux qui reconnaissaient, qui nous disaient: Vous aviez raison en 1984, vous aviez raison de dire ce que vous avez dit, l'électorat canadien l'a reconnu, et parce que nous sommes des personnes raisonnables, nous aussi allons reconnaître la sagesse de l'électorat canadien.

Une voix: Le leadership de Brian Mulroney!

M. Charest: Oui, c'est le leadership de M. Mulroney dans le fond qui a fait en sorte qu'on a pu en arriver là à ce moment-là. Alors le député de Montréal—Sainte-Marie (M. Malépart), tout le monde s'est joint au groupe. C'est drôle, j'essaie de me rappeler, le député de Saint-Henri—Westmount (M. Johnston) n'avait rien dit à ce moment-là. C'est intrigant en tout cas. Eux n'avaient rien dit à ce moment-là. C'était la solidarité parfaite, l'amour, tout le monde s'entendait. Peut-être qu'ils espéraient. Vous allez voir qu'éventuellement les

deux groupes vont se jouer un tour, les deux groupes vont partir en grande mission.

Finalement, il y a un autre événement dont il faut se rappeler, c'est la rencontre des premiers ministres des provinces qui a eu lieu au mois d'août 1986, je pense, et je dis cela sous toutes réserves, je n'ai pas les dates exactes, c'était une rencontre qui avait eu lieu à Edmonton, en Alberta, une rencontre, je me rappelle à l'époque, au moment où la forme du Sénat ou, si vous voulez, la représentation au Sénat était remise en question, et c'était un point tournant des négociations et de l'évolution du dossier constitutionnel pour la raison suivante: d'abord, M. Bourassa et le premier ministre du Canada s'étaient entendus sur la chose suivante. Ils s'étaient entendus sur le fait qu'ils devaient communiquer avec les premiers ministres des provinces pour leur demander à peu près deux choses. D'abord, leur dire: Écoutez, la prochaine ronde de négociations devrait être centrée sur le sujet suivant, le thème devrait être le sujet suivant: l'adhésion du Québec à la Constitution. C'est cela que le premier ministre du Canada à l'époque et M. Bourassa ont dit aux premiers ministres des provinces. Ils leur ont dit: Écoutez, tentons de nous limiter à ce sujet-là pour l'instant, faute de quoi on n'en arrivera jamais à une entente, jamais!

Deuxièmement, on leur a dit ceci, et c'est là où le jeu est important pour le premier ministre du Québec, il leur a dit ceci: Voici les cinq conditions que nous vous proposons pour adhérer à la Constitution. Et à cette conférence des premiers ministres des provinces qui avait lieu à Edmonton, les premiers ministres des provinces ont résolu qu'ils étaient capables de négocier à partir de ces cinq conditions. En d'autres mots, monsieur le Président, à cette date historique, que très peu de gens malheureusement apprécient, les premiers ministres des provinces ont accepté pour la première fois de dire: Voici, il n'y a aucune de ces conditions qui est réfractaire à un point tel où nous ne serions pas capables nous, comme premiers ministres d'une province, de négocier à partir de ces cinq conditions-là. Eh bien, bravo! Cela a été un pas très important et un pas franchi grâce au travail fait par le premier ministre du Canada et chef du parti progressiste conservateur (M. Mulroney) et grâce au travail fait par M. Bourassa à l'époque.

Il y a eu par la suite les rencontres historiques au lac Meech. Je n'ai pas l'intention d'être très long à ce sujet-là, et la rencontre pour compléter la négociation à l'Édifice Langevin. J'aimerais seulement arrêter ici quelques secondes pour faire la remarque suivante, et essentiellement, cela se résume à ceci. Moi, comme Québécois, comme Canadien, j'ai été surpris de ceux et celles qui ont dit: On ne devrait pas faire des négociations constitutionnelles enfermés dans une pièce avec juste les premiers ministres et le premier ministre du Canada et rester là pendant 8 heures ou 10 heures, jusqu'au moment où on conclura une entente. Cela ne devrait pas être fait ainsi. Cela devrait être fait ouvertement, je ne sais pas où cela devrait être fait. Ces gens-là ont l'air de penser que cela devrait être fait dans un centre d'achat peut-être. Mais cela ne devrait pas être fait ainsi, on n'a pas trouvé cela correct, nous. Il ne faut quand même pas sombrer dans le ridicule, monsieur le Président. Vous savez, cela fait 60 ans ou à peu près de négociations constitutionnelles que nous avons au Québec. Ce qui s'est passé, lors des négociations au lac Meech, et ici, de l'autre côté de la rue, dans l'Édifice Langevin... il n'y avait pas de grande